



PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Hauts-de-France

Service

Affaire suivie par :  
Yvette BUCSI  
Tél : 03 20 82 90 53

à  
romagny@sfr.fr

Lille, le 5 décembre 2017

Yvette.bucsi@developpement-durable.gouv.fr

**BORDEREAU D'ENVOI**

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
Décision de soumission à étude d'impact pour le projet GAEC ROMAGNY		Pour notification

Pour le Directeur Régional de  
l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Caroline CALVEZ-MAES





*Liberté • Egalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

Direction régionale  
de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement  
Hauts-de-France

Service  
Information, Développement  
Durable et Évaluation  
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-2061  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à M. Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-2061, déposé par la GAEC Romagny le 21 novembre 2017, relatif au projet de « construction d'une stabulation logettes avec robot de traite, d'une stabulation paillée, d'un local technique, de 4 silos pour le stockage d'ensilage et d'une unité de méthanisation » au sein de l'installation existante sur la commune de Soize, dans le département de l'Aisne ;

Considérant que le projet consiste à modifier l'un des sites d'une exploitation agricole existante de polyculture et élevage, pour l'amener à 400 vaches laitières et créer une installation de méthanisation pour traiter les effluents d'élevage pour un volume de 21 900 m<sup>3</sup> maximum à l'année ;

Considérant que le projet, situé sur la commune de Soize, comprend la construction de 10 021 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher sur un terrain d'assiette de 92 486 m<sup>2</sup> soit 9,25 hectares environ et la création d'un forage à une profondeur de 43 mètres, dont le volume consommé annuel maximal sera de 30 000 m<sup>3</sup> ;

Considérant que le projet de construction relève des rubriques suivantes du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement :

- n°1 b) qui soumet à examen au cas par cas les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement autres que celles relevant des articles L515-28 et L515-32 du même code ;
- 39) qui soumet à examen au cas par cas tous travaux, constructions et opérations d'aménagement qui créent une surface de plancher supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> et inférieure à 40 000 m<sup>2</sup> ;

Considérant que la production annuelle de digestat est de 19 833 m<sup>3</sup> et le stockage de 6 107 m<sup>3</sup> ;

Considérant que l'étude préconise un épandage de ce digestat au printemps, ce qui n'est pas possible vu la capacité de stockage ;

Considérant que le projet peut modifier les surfaces en prairies de l'exploitation et qu'il est nécessaire d'étudier l'impact sur les services écosystémiques rendus par ces prairies ;

Considérant l'ampleur du projet ;

Considérant dès lors que le projet est de nature à engendrer un impact négatif significatif sur l'environnement et la santé humaine, qu'il convient d'étudier ;

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le projet de construction d'une stabulation logettes avec robot de traite, d'une stabulation paillée, d'un local technique, de 4 silos pour le stockage d'ensilage et d'une unité de méthanisation sur la commune de Soize dans l'Aisne, déposé par la GAEC Romagny, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

5 DEC. 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement,  
Le directeur régional adjoint,

Yann GOURIO





**1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

***Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :***

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

***Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.***

**2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

***Recours gracieux :***

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours hiérarchique :***

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire,

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours contentieux :***

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

